

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 25/01/4.7

SEANCE DU 27 JANVIER 2025
L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ ET LE 27 JANVIER à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	26	7	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Carine GINZAC, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Benoît ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTEES :

Didier MARTINA-FIESCHI représenté par M. le Maire
Delphine GROSSO représentée par M. Michel OLLAGNIER
Nadine ALESSI représentée par Mme Christine DEL NERO
Thierry AKSOUL représenté par M. Michel THUILIER
Valérie MASSENET représentée par Mme Nicole BERNARDINI
Stanislas ROQUEBERT représenté par M. Dominique RIGHI
Ombeline LOMPRES représentée par Mme Laetitia QUILICI

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>		<u>BLANC(S) et NUL(S) :</u>	

OBJET : CONVENTION LOCALE DE PARTENARIAT ENTRE LE DÉPARTEMENT DU VAR ET LA COMMUNE D'OLLIOULES POUR LA RÉALISATION D'ACTIONS LIÉES AU PROJET EUROPÉEN DE COOPÉRATION « VIA PATRIMONIA ACT » DANS LE CADRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL ITALIE-FRANCE MARITIME 2021-2027

Madame Laetitia QUILICI, adjointe au Maire informe l'assemblée que le Programme Opérationnel Italie-France Maritime (PO-IFM) 2021-2027 a été approuvé par la Commission Européenne le 10 août 2022. Son objectif est de favoriser la coopération transfrontalière entre ces deux États membres dans les domaines de l'accessibilité, de la compétitivité et l'innovation, de la valorisation et de la protection des ressources naturelles et culturelles, et des services transfrontaliers.

Dans le cadre du 1er appel à projets, clôturé le 19 mai 2023, le Département du Var s'est positionné en tant que partenaire dans le projet VIA PATRIMONIA ACT. Ce projet transfrontalier stratégique, proposé par un consortium de dix acteurs publics italiens et français, est piloté par la Collectivité de Corse.

Le projet a démarré le 1er mars 2024 pour une durée de 48 mois, soit jusqu'au 29 février 2028.

Le Département du Var est territoire éligible pour présenter des projets en lien direct avec les politiques départementales, ou en assistance aux communes et groupements de communes situés sur son périmètre géographique de compétences.

Par le biais d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI), le Département du Var a souhaité associer des communes varoises ou intercommunalités porteuses de projets d'itinéraires thématiques représentatifs de la pluralité des identités varoises et apte à renforcer la notoriété et le potentiel économique du Var.

L'AMI a été diffusé sur son site internet du 16 juillet au 26 septembre 2024 avec pour objet : "la Création d'un itinéraire thématique et sa valorisation matérielle et immatérielle, dont un parcours numérique, via l'application Archistoire", application désignée afin d'assurer la continuité du projet européen GrIAccess, dont VIA PATRIMONIA est une émanation.

L'utilisation d'un même outil, co-développé par le CAUE Var investi d'une mission d'intérêt ne nécessitant pas de frais de développement technique, et mis à disposition gratuitement des collectivités et des utilisateurs, et, permet à la fois de capitaliser les précédents résultats, et d'optimiser le développement d'une interface commune et la visibilité des différents itinéraires.

La Commune d'Ollioules a répondu à l'AMI avec une proposition de parcours thématique : "Ollioules, l'horticulture au fil de l'eau (titre susceptible de modification). L'itinéraire vise à valoriser différents quartiers de la ville dont celui de La Gare et des Gorges d'Ollioules et à découvrir le patrimoine et l'héritage oléicole et horticole de la ville.

Les cultures de la fleur et de l'olivier ayant été centrales dans le développement économique de la ville et faisant toujours partie intégrante de sa vie culturelle. Le parcours et le développement de contenu numérique visent à mettre en lumière une histoire qui reste peu connue du grand public, et promouvoir des savoir-faire ancestraux liés à l'histoire du canal des arrosants ainsi qu'un patrimoine naturel et bâti menacés de disparition.

L'analyse de la candidature a permis d'identifier la Commune d'Ollioules comme un acteur approprié pour atteindre les objectifs du projet, eu égard à la pertinence de son projet d'itinéraire. Par ailleurs, la candidature répond aux axes de développement de la politique touristique départementale, dont l'agritourisme est un composant. Les résultats de l'analyse des candidatures ont été présentés, pour information, en Commission Europe et financements extérieurs le 28 novembre 2024.

En conséquence, pour renforcer la qualité des résultats du projet au niveau départemental comme au niveau transfrontalier, le Département souhaite coopérer, dans le cadre du projet VIA PATRIMONIA ACT, avec la Commune d'Ollioules, sur le fondement d'une collaboration d'intérêt commun, par l'intermédiaire d'une convention locale de partenariat.

La convention a pour objet de définir les modalités du partenariat local entre le Département du Var et la Commune d'Ollioules, en vue de la réalisation d'actions proposées conjointement et représentant la contribution varoise au projet de coopération VIA PATRIMONIA ACT, inscrit au PO-IFM 2021-2027.



Afin d'atteindre les objectifs fixés par le projet VIA PATRIMONIA ACT et pour mettre en œuvre les actions, le Département du Var s'appuiera sur la Commune d'Ollioules. Ils mobiliseront conjointement leurs moyens pour piloter les activités liées à l'exécution du projet. Les activités et actions auxquelles la Commune d'Ollioules apportera sa contribution et leur calendrier de réalisation.

Le financement des actions et activités menées par la Commune d'Ollioules dans le cadre du projet VIA PATRIMONIA ACT est assuré par le Département du Var dans les limites du budget de 30 000 € TTC.

Cette somme globale affectée à la présente convention est financée à 100% par le Département du Var, lui-même financé sur ce montant à hauteur de 80 % par le Fonds Européen de Développement Régional, tel que validé par l'Autorité de gestion dans la convention interpartenariale et de mise en œuvre.

En sa qualité de partenaire « bénéficiaire » de VIA PATRIMONIA ACT et interlocuteur unique du Chef de file, le Département du Var a signé la Convention avec le Chef de file et avec les autres partenaires du projet.

De ce fait, il assure la coordination administrative, technique et financière de l'opération sur son territoire.

La Commune d'Ollioules s'engage à participer à la gouvernance transfrontalière du projet et aux échanges, réunions avec les partenaires conjointement avec le Département du Var pour permettre la réalisation des objectifs du projet.

La Commune d'Ollioules accepte la coordination administrative, technique et financière assurée par le Département du Var auprès du Chef de file et des autres partenaires du projet et réalise les activités et livrables.

La Commune d'Ollioules sera financée par le Département du Var sur frais réels puis le Département inclura ces facturations dans ses propres remontées de dépenses semestrielles.

L'ASSEMBLEE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,


APPROUVE la convention de partenariat annexée à la présente délibération

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention et entreprendre toutes les démarches afférentes à cette opération

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



**Le ou la secrétaire
de séance**



Envoyé en préfecture le 04/02/2025

Reçu en préfecture le 04/02/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250127-DEL2025_01_4_7-DE



Publié le : 04/02/2025 11:44 (Europe/Paris)

Collectivité : Ollioules

https://www.intramuros.org/ollioules/documents_administratifs/22522

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



LE DÉPARTEMENT

CO n°

PROJET PROGRAMME DE COOPERATION TERRITORIALE ITALIE FRANCE
MARITIME 2021-2027 - MISE EN ŒUVRE DU PROJET VIA PATRIMONIA ACT -
CONVENTION LOCALE DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA
COMMUNE D'OLLIOULES

ENTRE

Le Département du Var, dont le siège est situé 390 avenue des Lices - 83000 TOULON, représenté par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental du Var, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Var n° xxxx du 3 mars 2025,

Le Président du Conseil départemental est représenté par Madame Christine Amrane, 1^{ère} vice-présidente/ conseillère départementale et présidente de la commission "Europe et financements extérieurs" agissant en vertu de l'arrêté de délégation de fonction et de signature n° AR 2022-1813 du 18 novembre 2022,

ci-après désigné « **le Département et/ou le bénéficiaire** »

d'une part,

ET

La Mairie d'Ollioules, dont le siège est situé Hôtel de Ville - CS 40108 - 83191 Ollioules Cedex, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Robert BENEVENTI, spécialement habilité aux présents termes de la délibération n° xxx du xxx 2025 à signer la convention afférente,

ci-après désigné « **la Commune d'Ollioules et/ou le tiers conventionné** »

d'autre part,

PREAMBULE :

- VU Les règlements, les actes délégués et les actes d'exécution des Fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2021-2027 ;
- VU le programme Interreg VI A Italie-France Maritime, approuvé par la Commission européenne le 10/08/2022 (décision n° C (2022) 5932) fixant le programme (ci-après dénommé Programme Interreg VI A Italie-France Maritime) ;
- VU la délibération du Conseil départemental n° A1 du 26 octobre 2022 relative à l'élection de son Président ;
- VU la délibération du Conseil départemental n° A4 du 26 octobre 2022 relative à la délégation de certaines des attributions du Conseil départemental au Président du Conseil départemental complétée par la délibération n° A7 du 7 février 2023 ;
- VU la délibération du Conseil départemental n° A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente ;
- VU l'arrêté départemental n° AR 2022-1813 du 18 novembre 2022 portant délégation de fonction et de signature du Président du Conseil départemental aux vice-présidents et à d'autres membres du Conseil départemental ;
- VU l'arrêté départemental n° AR 2024-1463 du 23 octobre 2024 portant organisation des services du Département du Var (*en vigueur au 1er novembre 2024*) ;
- VU la délibération du Conseil départemental du Var n° G11 du 25 avril 2022, autorisant le Président à candidater aux appels à propositions et appels à projets des programmes opérationnels régionaux (FEDER-FSE+, FEADER, FEAMPA), de coopération territoriale européenne (CTE) et des programmes sectoriels pour la programmation 2021-2027 ;
- VU la candidature déposée sur le projet VIA PATRIMONIA ACT par le Département du Var, retenue par décret n° 27481/2023 du 12/12/2023 de la Région Toscane publié au BURT n°3 partie III du 17/01/2024 prenant acte de la décision d'approbation du Classement des projets par le Comité Directeur et le Comité de Suivi des 12 et 13 octobre 2023 ;
- VU la délibération G20, exécutoire le 02/05/2024, approuvant le lancement du projet VIA PATRIMONIA ACT et son plan de financement et autorisant le Président à signer la convention inter-partenaire ainsi que tous les documents liés à l'exécution de ce projet et au recouvrement de la subvention ;
- VU La convention inter-partenaire conclue entre le chef de file et les partenaires du projet ;
- VU les normes en matière d'éligibilité des dépenses comme définies par chaque État membre et applicables au Programme Opérationnel ;
- VU les manuels, directives et tout autre document pertinent pour la mise en œuvre du projet dans leur dernière version, tels que publiés sur le site web du Programme ou remis directement au chef de file pendant la mise en œuvre du projet ;
- CONSIDÉRANT qu'au titre du programme de coopération territoriale Italie France Maritime 2021-2027, tout partenaire bénéficiaire peut associer à la réalisation de ses actions, sur le fondement d'une collaboration d'intérêt commun et par convention locale de partenariat, un partenaire externe au projet désigné « tiers conventionné » ;
- CONSIDÉRANT la thématique VIA PATRIMONIA ACT «La voie du réseau pour la valorisation soutenable et inclusive des itinéraires accessibles de l'aire de coopération» » visant à améliorer la gouvernance autour du tourisme durable entre acteurs institutionnels et société civile, et développer l'accessibilité et la connaissance du patrimoine naturel et culturel à l'échelle locale et transfrontalière
- CONSIDÉRANT le paragraphe 2.5.5.4 du manuel de gestion et la possibilité pour le bénéficiaire de conclure des accords avec d'autres autorités publiques dans le cas où



- le Bénéficiaire serait lui-même une autorité publique, pour réglementer la réalisation, en collaboration, des activités d'intérêt commun prévues au projet ;
- CONSIDÉRANT l'avis d'appel à manifestations d'intérêt du Département du Var publié sur son site internet entre le 16 juillet 2024 et le 26 septembre 2024 ;
 - CONSIDÉRANT l'intérêt manifesté par la Commune d'Ollioules pour développer un itinéraire thématique accessible et inclusif dans le projet ;
 - CONSIDÉRANT la thématique VIA PATRIMONIA ACT «La voie du réseau pour la valorisation soutenable et inclusive des itinéraires accessibles de l'aire de coopération» » visant à améliorer la gouvernance autour du tourisme durable entre acteurs institutionnels et société civile, et développer l'accessibilité et la connaissance du patrimoine naturel et culturel à l'échelle locale et transfrontalière ;
 - CONSIDÉRANT que dans le cadre de cette thématique, la Commune d'Ollioules participe avec sa proposition d'itinéraire "Ollioules, l'horticulture au fil de l'eau" (titre susceptible de modification) à la valorisation des identités culturelles du Var et répond aux objectifs du projet ;

En cas de modification des normes et documents juridiques susmentionnés, ainsi que de tout autre document ou donnée pertinent pour la relation contractuelle, la dernière version serait applicable.

CECI EXPOSÉ,

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. CADRE GÉNÉRAL D'INTERVENTION

Le Programme Opérationnel Italie-France Maritime (PO-IFM) 2021-2027 a été approuvé par la Commission Européenne le 10 août 2022. Son objectif est de favoriser la coopération transfrontalière entre ces deux États membres dans les domaines de l'accessibilité, de la compétitivité et innovation, de la valorisation et de la protection des ressources naturelles et culturelles, et des services transfrontaliers.

Le PO-IFM est mis en œuvre sur la zone de coopération par le biais d'appels à projets.

La Région Toscane, Autorité de Gestion (AG), est responsable de la mise en œuvre du programme et à ce titre lance et instruit les appels à projets (AAP).

Le Département du Var est territoire éligible pour présenter des projets en lien direct avec les politiques départementales, ou en assistance aux communes et groupements de communes situés sur son périmètre géographique de compétences. Il peut ainsi établir une réponse partenariale aux appels à projets organisés par l'AG pour lequel il prend alors le statut de partenaire bénéficiaire ou chef de file, soit directement, soit en conventionnant avec des administrations publiques locales qui prennent alors le statut de tiers conventionnés.

Dans le cadre du 1er appel à projets, clôturé le 19 mai 2023, le Département du Var s'est positionné en tant que partenaire dans le projet **VIA PATRIMONIA ACT** "La voie du réseau pour la valorisation soutenable et inclusive des itinéraires accessibles de l'aire de coopération". Ce projet transfrontalier stratégique, proposé par un consortium de **dix acteurs publics italiens et français**, est piloté par la Collectivité de Corse (voir annexe 1.1).

Le projet VIA PATRIMONIA ACT cible et concerne plus particulièrement la priorité 4 du PO-IFM 2021-2027 : « un territoire transfrontalier performant en matière de capital social et qui se distingue par la qualité de son capital humain » : renforcer le rôle de la culture et du tourisme durable dans le développement économique, l'inclusion sociale et l'innovation sociale.

Il a pour objectif de **définir et mettre en œuvre une feuille de route du réseau Via Patrimonia, permettant l'amélioration des politiques publiques et le développement des itinéraires transfrontaliers dans la promotion d'un tourisme responsable et inclusif, préservant et valorisant l'environnement naturel et culturel tout en soutenant l'économie locale.**

En outre, le projet VIA PATRIMONIA ACT, de par sa nature stratégique, capitalise un ensemble d'initiatives passées de ce Programme de Coopération comme Accessit, GrITAccess ou encore Racine. Il axe ainsi son partenariat et ses actions en corrélation avec des thématiques, outils et processus inhérents à ces dernières, avec un focus particulier sur l'approche participative

Le projet a démarré le 1er mars 2024 pour une durée de 48 mois, soit jusqu'au 29 février 2028.

En tant que Bénéficiaire, le Département du Var présente, dans le cadre de cette coopération, un ensemble d'activités visant à créer de nouveaux itinéraires culturels, naturels, historiques thématiques du territoire varois et à améliorer leur accessibilité et leur valorisation matérielle, immatérielle et touristique.

Le plan de travail partenarial pour la mise en œuvre d'itinéraires thématiques locaux et/ou transfrontaliers et leur valorisation matérielle et immatérielle s'appuient sur une méthodologie partagée de concertation et d'animation, dans une perspective de tourisme durable. Cette méthodologie prévoit **deux approches participatives** complémentaires, spécifiées par le partenariat VIA PATRIMONIA ACT :

- une approche concertée autour de la **valorisation du patrimoine naturel et culturel et de son accessibilité**
- une approche concertée autour d'une **démarche tourisme durable et de la visibilité des itinéraires**

Le Département du Var porte directement des projets de développement et valorisation de plusieurs itinéraires. Par le biais d'un Appel à manifestation d'intérêt (AMI), il a également souhaité associer des communes varoises ou intercommunalités porteuses de projets d'itinéraires thématiques représentatifs de la pluralité des identités varoises et apte à renforcer la notoriété et le potentiel économique du Var.

L'AMI a été diffusé sur son site internet du 16 juillet au 26 septembre 2024 avec pour objet : "la Création d'un itinéraire thématique et sa valorisation matérielle et immatérielle, dont un parcours numérique, via l'application Archistoire", application désignée afin d'assurer la continuité du projet européen GrITAccess, dont VIA PATRIMONIA est une émanation.

Cet outil, co-développé par le CAUE Var, qui a été investi d'une mission d'intérêt, ne nécessite pas de frais de développement technique, et est mis à disposition gratuitement des collectivités et des utilisateurs. Son utilisation permet à la fois de capitaliser les précédents résultats et d'optimiser, à travers le développement d'une interface commune, la visibilité des différents itinéraires.



La Commune d'Ollioules, agissant pour la valorisation, le développement et la connaissance de son patrimoine territorial a répondu à l'AMI avec une proposition de parcours thématique : « Ollioules, l'horticulture au fil de l'eau » (titre susceptible de modification). L'itinéraire vise à découvrir le patrimoine et l'héritage oléicole et horticole de la ville, les cultures de la fleur et de l'olivier ayant été centrales dans le développement économique de la ville et faisant toujours partie intégrante de sa vie culturelle

Le parcours et le développement de contenu numérique visent à mettre en lumière une histoire qui reste peu connue du grand public, et promouvoir des savoir-faire ancestraux liés à l'histoire des canaux ainsi qu'un patrimoine naturel et bâti menacés de disparition.

L'analyse de la candidature a permis d'identifier la commune d'Ollioules comme un acteur pertinent afin d'atteindre les objectifs du projet VPA, au regard de l'investissement de la commune dans le développement de son territoire et la préservation de son patrimoine ainsi que pour son projet d'itinéraire. Par ailleurs, la candidature répond aux axes de développement des politiques départementales touristiques (dont l'agritourisme est un composant) et culturelles en valorisant les identités culturelles dans leur diversité. Les résultats de l'analyse des candidatures ont été présentés, pour information, en Commission Europe et financements extérieurs le 28 novembre 2024.

L'analyse de la candidature a permis d'identifier le projet d'itinéraire comme pertinent et la Commune d'Ollioules comme un acteur approprié pour atteindre les objectifs du projet VPA, sur son territoire. Les résultats de l'analyse des candidatures ont été présentés, pour information, en Commission Europe et financements extérieurs le 28 novembre 2024.

En conséquence, pour renforcer la qualité des résultats du projet au niveau départemental comme au niveau transfrontalier, le Département souhaite coopérer, dans le cadre du projet VIA PATRIMONIA ACT, avec la Commune d'Ollioules, sur le fondement d'une collaboration d'intérêt commun, par l'intermédiaire d'une convention locale de partenariat.

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat local entre le Département du Var et la Commune d'Ollioules, en vue de la réalisation d'actions proposées conjointement et représentant la contribution varoise au projet de coopération VIA PATRIMONIA ACT, inscrit au PO-IFM 2021-2027.

ARTICLE 3. ORGANISATION DU PARTENARIAT LOCAL

À l'échelle du département du Var, le partenariat créé autour du projet VIA PATRIMONIA ACT est organisé en 2 niveaux :

- Premier niveau : Le Département est partenaire bénéficiaire au sein d'un partenariat de 10 institutions françaises et italiennes. Il est dénommé « Département du Var » dans le projet piloté par la Collectivité de Corse. Le Département a le statut de « bénéficiaire » vis à vis de l'Autorité de Gestion représentée par la Région Toscane. Le Département a confié au service Europe, le pilotage varois du projet VIA PATRIMONIA ACT, pour sa gestion

administrative et financière mais également pour sa partie technique en étroite collaboration avec la direction du développement territorial et des sports, et la direction de la culture et de la jeunesse.

- Second niveau : Vis à vis de l'Autorité de Gestion, le Département, bénéficiaire, conventionne avec la commune d'Ollioules, tiers conventionné, en accord avec les dispositions de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Dans ce cadre, la Commune d'Ollioules agit sous la responsabilité du bénéficiaire (le Département), et s'engage à assumer les conséquences d'éventuels dommages ou atteintes à des Tiers ou à l'environnement lors de l'exécution de ses actions telles que prévues au projet.

Par ce lien conventionnel, la Commune d'Ollioules devra respecter toutes les obligations européennes auxquelles le Département est tenu de se conformer dans le cadre de l'exécution du projet soumis aux financements FEDER Interreg Marittimo, et notamment les règles de la commande publique, les obligations de publicité et de communication liées au programme IFM 2021-2027, et de traduction en italien des livrables du projet dans le cadre du partenariat transfrontalier.

ARTICLE 4. MISE EN OEUVRE DU PROJET

La présente convention doit répondre aux objectifs du projet rappelés en annexes et relatifs au renforcement du rôle de la culture et du tourisme durable dans le développement économique, l'inclusion sociale et l'innovation sociale ;

Afin d'atteindre les objectifs fixés par le projet VIA PATRIMONIA ACT et pour mettre en œuvre les actions, le Département du Var s'appuiera sur la commune d'Ollioules, acteur local ayant pour objectif la valorisation de son patrimoine et de l'héritage du territoire communal. Ils mobiliseront conjointement leurs moyens pour piloter les activités liées à l'exécution du projet. Les activités et actions auxquelles la commune d'Ollioules apporte sa contribution et leur calendrier de réalisation sont précisées en annexe 2.

Ces actions sont des actions spécifiques menées dans le cadre du partenariat transfrontalier qui ne relèvent pas des relations générales qui pourraient lier par ailleurs le Département du Var et la commune d'Ollioules.

La publication d'un parcours dans Archistoire fera l'objet d'une convention spécifique entre la commune d'Ollioules et le CAUE Var en tant qu'éditeur.

ARTICLE 5. BUDGET ET MODALITÉS DE FINANCEMENT

5.1. Dispositions générales

Le financement des actions et activités menées par la Commune d'Ollioules dans le cadre du projet VIA PATRIMONIA ACT est assuré par le Département du Var dans les limites du budget de **30 000 € TTC, sur la base du plan de financement prévisionnel décrit en annexe 3.1.**

Cette somme globale affectée à la présente convention est financée à 100% par le Département du Var, lui-même financé sur ce montant à hauteur de 80 % par le Fonds

Européen de Développement Régional, tel que validé par l'Autorité de gestion dans la convention interpartenariale et de mise en œuvre.

5.2. Dépenses éligibles

Les différentes catégories de coûts pouvant être prise en compte dans le cadre du programme sont :

- les frais de personnels
- les frais de déplacements
- les prestations et services externes
- les équipements
- les infrastructures

La nature des dépenses prises en compte dans le cadre de la présente convention est détaillée en annexe 3.1.

Pour être éligibles, les dépenses doivent répondre aux critères généraux suivants :

- prendre effet à partir de la date exécutoire de la présente convention ;
- couvrir des actions liées à l'exécution du projet et s'inscrire dans un poste de dépenses prévu dans le budget et le calendrier prévisionnel tel que présenté en annexe 3.1 de la présente convention ;
- être effectivement acquittées par le bénéficiaire avant la fin du projet VIA PATRIMONIA ACT ;
- ne pas être déclarées dans une autre opération bénéficiant d'un soutien financier de l'Union Européenne ;
- être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans les règlements et décrets visés en référence dans les documents de l'appel à projets.

ARTICLE 6. ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT DU VAR

6.1. *Pilotage des activités*

En sa qualité de partenaire « bénéficiaire » de VIA PATRIMONIA ACT et interlocuteur unique du Chef de file, le Département du Var a signé la Convention avec le Chef de file et avec les autres partenaires du projet.

De ce fait, il assure la coordination administrative, technique et financière de l'opération sur son territoire. À ce titre, il veillera plus particulièrement :

- à fournir à la commune d'Ollioules tous documents et toutes informations utiles à la connaissance du projet et aux attentes du partenariat ;
- à informer régulièrement le Chef de file du démarrage effectif de ses actions dans le projet de leurs avancements physiques et des modalités de son suivi administratif et financier ;
- au respect, par la commune d'Ollioules, de la bonne exécution de ses actions

telles que prévues au projet et rappelés en annexes de la présente convention ;

- à s'assurer que la commune d'Ollioules tient une comptabilité analytique distincte des dépenses et ressources liées à la réalisation de ses actions ;
- à s'assurer que les données présentées par la commune d'Ollioules lors des remontées de dépenses, sont cohérentes avec la réalité de l'exécution des actions et conformes aux modalités inscrites dans le projet VIA PATRIMONIA ACT ;
- à produire ou faire produire par la commune d'Ollioules, de manière générale, tout document sollicité par le Chef de file pour la bonne gestion du projet ;
- à conserver et rendre disponibles, sur demande de la Commission européenne, du Chef de file et de tout autre organisme ayant droit, toute la documentation concernant la mise en œuvre du Projet pendant une période d'au moins trois années après la clôture du programme conformément à l'art. 90 du Rég. (CE) N. 1083/2006.
- à répondre en coordination avec la commune d'Ollioules aux éventuels contrôles diligentés par les autorités habilitées ;
- de manière générale, à s'assurer de la conformité de l'exécution de toute l'opération dans sa dimension physique et financière, et du respect des procédures et obligations en matière de publicité européennes.
- à prendre en charge la traduction des documents en italien.

6.2. Suivi financier et remboursement

Le tiers conventionné est financé « au réel », sur présentation de factures acquittées et de toutes pièces justificatives pour des dépenses éligibles associées à des rapports d'exécution. Ces rapports correspondent aux actions prévues lors du dépôt, telles que mentionnées dans les annexes de la présente convention.

Le Département du Var assure un contrôle des dépenses du tiers conventionné avant paiement. Contrôle dont la commune d'Ollioules ne saurait se prévaloir en cas de contrôle ultérieur plus contraignant par l'autorité de certification qui déclarerait inéligibles les dépenses du tiers conventionné.

Le Département du Var, "bénéficiaire" du projet, finance à 100% le "tiers conventionné", sur la base des dépenses éligibles présentées par la commune d'Ollioules, et qu'il retient, après son contrôle, dans la limite du montant TTC prévue par la convention.

Le Département du Var intègre ces paiements dans ses propres récapitulatifs de dépenses lors des bilans semestriels remontés auprès du Chef de File pour remboursements, par l'Autorité de gestion.

Les remontées de dépenses du « bénéficiaire » interviennent lors de bilans semestriels, techniques et financiers qui sont contrôlées, à leur tour, par l'autorité de certification avant d'être remboursées à 80% (FEDER) au Département du Var dans le cadre d'acomptes intervenants au titre de "services faits". Ce contrôle porte également sur les dépenses payées au tiers conventionné.

Si tout ou partie des dépenses du "bénéficiaire" ne sont pas considérées comme éligibles par les instances de contrôle ou l'Autorité de Gestion, y compris celles du tiers



conventionné, elles sont alors sorties de l'assiette de remboursement au Département du Var et ne donnent pas lieu à l'octroi de la subvention FEDER.

Les dépenses du tiers conventionné qui seraient considérées comme non éligibles par les instances de contrôle ou l'Autorité de gestion, devront être remboursées par la commune d'Ollioules au Département du Var.

Le Département a donc la charge de la transmission des bilans permettant de mobiliser la contribution publique communautaire (FEDER). À ce titre, il veillera plus particulièrement :

- à préparer et consolider les demandes de paiement. Pour cela, il sollicite auprès de la commune d'Ollioules la transmission de toute pièce justificative permettant d'établir la demande de paiement de l'aide, **2 mois au moins avant la production de bilans semestriels**. Il s'assure de la cohérence des données communiquées avant transmission des documents au Chef de file. Il consolide les états d'avancement accompagnés des justificatifs de dépenses, et le cas échéant les justificatifs de versements des cofinancements obtenus pour l'opération ;
- à informer le Chef de file de toute modification éventuelle des actions inscrites au projet, pour validation et ajustement éventuel de la convention Interpartenariale

6.3. Formation et accompagnement du tiers conventionné

Le Département du Var assurera la formation des agents administratifs et financiers de la commune d'Ollioules au démarrage de la convention et, si nécessaire, à chaque production de bilans intermédiaires et finaux.

Une réunion de suivi de l'exécution des actions inscrites au projet se tiendra, au moins, trimestriellement entre les représentants techniques de la commune d'Ollioules, le cas échéant des autres tiers conventionnés associés au projet et du Département du Var, sur la durée de la présente convention.

Un représentant de la commune d'Ollioules accompagnera le Département du Var lors des réunions de coordination organisées par le Chef de file ou avec les autres partenaires du projet. A défaut de pouvoir y assister, la commune d'Ollioules sera, sans autre formalisme, représentée par le Département qui s'engage en contrepartie à défendre ses intérêts sans pouvoir prendre de décisions engageant juridiquement celle-ci.

ARTICLE 7. ENGAGEMENT DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

7.1. Mise en œuvre et exécution des actions du projet

La commune d'Ollioules s'engage à respecter toutes les obligations européennes auxquelles le tiers conventionné est tenu de se conformer dans le cadre de l'exécution du projet financé par le programme FEDER Interreg Marittimo, de la même façon que le Département du Var. Elle se conformera aux règles d'utilisation et aux procédures de dépenses selon les dispositions du Manuel du Programme disponible sur : <https://interreg-marittimo.eu/fr/manuels>.

La commune d'Ollioules s'engage à participer à la gouvernance transfrontalière du projet et aux échanges, réunions avec les partenaires conjointement avec le Département du Var pour permettre la réalisation des objectifs du projet.

La commune d'Ollioules accepte la coordination administrative, technique et financière assurée par le Département du Var auprès du Chef de file et des autres partenaires du projet, telle que définie à l'article 6 de la présente convention et réalise les activités et livrables décrits en annexes.

De fait, le tiers conventionné s'engage :

- à désigner un référent projet et à nommer les agents technique, administratif et financier associés au projet
- à fournir au Département du Var, sur simple demande écrite de sa part, toutes les informations ou documents nécessaires à l'instruction, au suivi et au contrôle de la mise en œuvre des actions inscrites au projet ;
- à respecter un temps de réponse qui ne saurait excéder 15 jours à compter de la date de réception de la sollicitation transmise en LRAR par le Département ou par accusé de réception d'une demande formulée par mail ;
- à réaliser les actions prévues au projet telles que décrites en annexe de la présente convention ;
- à informer le Département du Var de toute modification éventuelle des actions inscrites au projet, pour validation et ajustement éventuel de la présente convention ;
- à solliciter, le cas échéant selon la nature des actions, les autorisations administratives préalables à la mise en œuvre du projet auprès des autorités administratives nationales compétentes (Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM), la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)...)
- à suivre de façon distincte dans sa comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération. À cet effet, il met en place une comptabilité analytique pour assurer le suivi des dépenses et ressources liées à l'opération ;
- à passer les marchés de prestations de services, fournitures, prestations intellectuelles ou marchés de travaux nécessaires à la réalisation du projet, conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics ;
- à produire au Département les livrables mentionnés en annexe de la présente convention ;
- à intégrer dans les livrables qu'il produit les traductions en italien réalisées par le Département du Var ;
- à respecter les obligations de publicités et de communication conformément à la charte graphique du programme ;
- à respecter le planning de réalisation tel que décrit en annexe 4.1 de la présente convention ;
- à transmettre au Département les bilans techniques intermédiaires et finaux, au moins 2 mois avant la date de dépôt exigée par le Chef de file ;
- à respecter le planning des dépenses tel que décrit en annexe 4 ;
- à s'acquitter de l'ensemble des dépenses relatives à l'opération conventionnée 2 mois avant la fin du projet, conformément au calendrier de remontée de dépenses joint en annexe 4.1, à permettre la réalisation de tout contrôle technique, administratif et financier directs ou par le biais d'organismes mandatés par le Département du Var, par l'Autorité nationale ou par l'Autorité de gestion et plus



généralement par tout organisme chargé de veiller à la bonne exécution des projets européens sur l'ensemble de la période prévue par les règlements européens ;

- à coopérer par la présence physique d'un représentant dûment mandaté par la commune d'Ollioules pendant les phases de contrôles effectuées par le Département du Var, par les organismes de contrôle et de certification de premier niveau, de l'Autorité de gestion et des services communautaires compétents et de la part de tout autre organisme autorisé, en acceptant les conséquences. A défaut de pouvoir assurer cette représentation, la commune d'Ollioules sera, sans autre formalisme, représentée par le Département du Var ;
- à conserver *a minima* trois ans après la clôture du projet, dans un dossier unique et rendre disponibles, sur demande des corps de contrôle, toutes les pièces relatives aux actions exécutées par la commune d'Ollioules dans le cadre du projet.

Au vu du planning détaillé en annexe 2.2, la commune d'Ollioules fournira son **bilan final de l'opération au plus tard 2 mois avant la fin du projet.**

7.2. Financement et demande de remboursement

La commune d'Ollioules s'engage pour toutes les actions menées :

- à transmettre de façon semestrielle au Département du Var les dépenses acquittées suivant le calendrier indiqué en annexe 4.1, établi à compter de la signature de la présente convention ;
- à fournir au Département l'ensemble des justificatifs nécessaires à la formalisation des demandes de remboursements et détaillés en annexe ;
- à reverser au Département, le cas échéant, le montant de l'indu perçu du Département suite aux contrôles, pour la quote-part qui la concernerait.

ARTICLE 8. MODALITÉS DE REVERSEMENT

8.1. Disposition générales

La commune d'Ollioules sera financée par le Département du Var sur frais réels puis le Département inclura ces facturations dans ses propres remontées de dépenses semestrielles.

Le Département effectue une remontée semestrielle de dépenses qui, après contrôle et certification, fera l'objet d'un versement de la subvention FEDER, à hauteur de 80% du montant total.

Le Département apporte 20% des fonds de contrepartie nationale.

Le Département se réserve le droit de solliciter tout partenaire public ou privé, susceptible de se substituer à lui pour partie ou totalement, pour financer les 20% de contreparties nationales.

La commune d'Ollioules veillera à ne pas se trouver en situation de double financement, notamment en ce qui concerne la TVA qui ne peut pas être financée si la commune d'Ollioules la récupère en totalité ou partie.

La commune fournira une attestation du régime de TVA dont elle relève pour les actions du projet.

En cas d'avance accordée par l'Autorité de gestion, à valoir sur le montant global de la subvention FEDER attribuée au projet, celle-ci sera conservée par le Département du Var.

En cas de financements attribués pour le montage du projet, il est convenu entre les parties que seul le Département du Var bénéficiera de ce financement compte tenu des frais engagés par lui dans le cadre de la préparation du projet (déplacement, dépôt du dossier...).

8.2. Notification des dépenses certifiées

Le Département du Var transmettra à la commune d'Ollioules les résultats du contrôle de certification des dépenses effectuées par le service gestionnaire, qui doit préciser le motif et le montant de toutes corrections éventuellement apportées, afin que la commune d'Ollioules soit en mesure le cas échéant d'en contester la validité auprès de l'Autorité de gestion.

8.3. Versement des fonds

Les fonds sont versés par virement au comptable assignataire suivant : **SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE TOULON**

Le compte bancaire à utiliser pour le versement des fonds :

Titulaire : MAIRIE DE OLLIOULES

Code Banque : 30001

Code Guichet : 00831

N° Compte : C833000000 27

N° IBAN : FR90 30001008 31C8 3300 0000 027

Code BIC : BDFEFRPPCCT

8.4. Reversements des fonds

Le reversement des fonds de la commune d'Ollioules au Département du Var peut être exigé en cas de :

- non-respect des obligations de la commune d'Ollioules ;
- de décisions prises suite à un contrôle ou audit mené par les autorités habilitées conduisant à une remise en cause des sommes versées.

ARTICLE 9. CONTRÔLE DU DEPARTEMENT

Le Département du Var assure les missions citées par la présente convention soit directement, soit par l'intermédiaire de prestataires extérieurs dûment mandatés par lui. Dans tous les cas, le Département dispose d'un pouvoir de contrôle administratif, technique et financier permanent auprès de la commune d'Ollioules, strictement limité au suivi du projet et durant sa phase de mise en œuvre.

Dans le cadre de l'exercice de ce contrôle, le Département du Var peut demander et obtenir de la commune d'Ollioules la communication de tout document en sa possession, quelle qu'en soit la nature, se rapportant au projet et à son exécution.

Le Département du Var dispose également d'un droit d'accès permanent à l'avancement des réalisations et au chantier de travaux, pour procéder aux vérifications qu'il juge nécessaires d'effectuer. La commune d'Ollioules ne pourra invoquer aucun motif d'opposition.

En cas de non-respect par la commune d'Ollioules d'un des engagements de la présente convention, le Département du Var se réserve le droit :

- de suspendre tout versement jusqu'à régularisation de la situation de paiement présentée;
- de solliciter, le cas échéant, le reversement de la quote-part de financements indûment perçu par la Commune d'Ollioules ;
- de résilier par anticipation la présente convention, après information du Chef de file et de l'Autorité de gestion. Dans ce cas, les dispositions de l'article 13 s'appliqueront aux parties.

La commune d'Ollioules ne pourra être tenue pour responsable si le non-respect d'une ou plusieurs dispositions inscrites au projet est issu d'une cause exogène et extérieure à sa volonté dûment justifiée et non prévisible (cas de force majeure, circonstances inattendues...). Dans ce cas, les dispositions de l'article 10 de la présente convention s'appliqueront aux parties.

ARTICLE 10. MODIFICATION DES ACTIONS INSCRITES AU PROJET

Toutes modifications du contenu des activités portées par la commune d'Ollioules ou des moyens mobilisés par lui rendues nécessaires à cause de circonstances inconnues au moment de la préparation du projet ou à cause de changements du contexte de référence ou en cas de force majeure - sont autorisées à condition d'être dûment justifiées par la commune d'Ollioules auprès du Département du Var, qui sollicitera l'accord du Chef de file et de l'Autorité de gestion.

En tout état de cause, ces modifications ne pourront entraîner de changement dans la nature et les objectifs du projet « VIA PATRIMONIA ACT ».

Les procédures de modification devront être effectuées dans le respect des dispositions prévues en la matière dans la documentation du Programme Opérationnel et donneront lieu, le cas échéant, à la passation d'un avenant en régularisation.

De même, une procédure de dégagement à valoir sur le financement des actions de la commune d'Ollioules pourra être sollicitée, le cas échéant, par le Département du Var auprès du Chef de file et l'Autorité de gestion.

A défaut de ce qui précède, tout changement apporté par la commune d'Ollioules dans le contenu de ses activités telles que décrites en annexe de la présente convention, ne pourrait être intégré aux demandes de remboursements et donnerait lieu à une perte financière pour la commune d'Ollioules.

ARTICLE 11. DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature par les 2 parties. Elle expire à la fin de la clôture administrative et financière du projet, 4 mois après la fin du projet fixé au 29 février 2028, soit une expiration au 30 juin 2028.

Tout avenant modifiant la présente convention ou ses annexes doit être signé pendant la période de validité de la présente convention et selon les dispositions prévues à l'article 10.

ARTICLE 12. PUBLICITE/COMMUNICATION

La commune d'Ollioules sera soumise aux mêmes règles de publicité et de promotion des actions portées dans le cadre du projet VIA PATRIMONIA ACT que le Département du Var, avec notamment l'obligation d'apposer les logos du projet sur tous les documents et livrables s'y rapportant, y compris les documents de consultation des entreprises, dans le respect de la Charte graphique du programme, disponible sur <https://interreg-marittimo.eu/fr/manuels>.

Toute prestation, tout livrable ou tout bien matériel financés dans le cadre du projet devront impérativement respecter la charte graphique du programme faute d'inéligibilité.

L'apposition des logos sur les livrables sera validée par le Département du Var, en lien avec le chef de file et l'autorité de gestion.

La promotion du projet auprès du grand public sera assurée conjointement par le Département du Var et la commune d'Ollioules, par tout moyen laissé à leur convenance (revue spécialisée, site Internet...).

Les actions de communication répondront aux impératifs de la charte graphique et feront l'objet d'une revue de presse par le tiers conventionné pour les actions qu'il mène et transmises au Département du Var.

ARTICLE 13. RÉSILIATION ANTICIPÉE

La présente convention pourra être résiliée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au cosignataire moyennant le respect d'un préavis de quatre mois avant la date d'effet envisagée.

Dans ce cas, les parties seront tenues de respecter leurs obligations contractuelles en ce qui concerne les dépenses déclarées et les produits sollicités dans le cadre du dernier bilan d'exécution.

La date de résiliation décidée par le Département du Var ou par la commune d'Ollioules, servira de référence pour le calcul du solde susceptible d'être sollicité après justification par la commune d'Ollioules (transmission de pièces justificatives recevables et conformes aux règles du programme).

Cette résiliation anticipée devra être motivée par son auteur à partir de l'un des cas suivants, à l'exclusion de nul autre :

- Non-respect d'une ou plusieurs obligations incombant au cosignataire, telles que respectivement définies par la présente convention.



- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle de la commune d'Ollioules est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle avec risque de remise en cause du versement de la subvention européenne.
- Après accord amiable décidé conjointement par les parties.

En cas de résiliation anticipée initiée par le Département du Var, la commune d'Ollioules dispose alors d'un délai de 30 jours ouvrés, à compter de la date d'accusé réception du courrier de dénonciation transmis dans les formes requises par le Département au tiers conventionné, pour présenter à ce dernier ses observations dans les mêmes conditions de formes. La commune d'Ollioules pourra, le cas échéant, mettre à profit ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A compter de la date de l'accusé réception de la lettre adressée par la commune d'Ollioules au Département, ce dernier dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement sur sa décision de résiliation, qu'il notifiera à la commune d'Ollioules par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 14. DROITS DE PROPRIÉTÉ

- 14.1. Le partenariat du Projet doit garantir que tous les produits développés dans le cadre du projet cofinancé par le Programme Opérationnel Italie-France "Maritime" 2021-2027, soient libres de droits et donc de notoriété publique, dans le respect des normes communautaires et des législations nationales sur la propriété intellectuelle.
- 14.2. L'Autorité de gestion se réserve le droit d'utiliser les produits réalisés dans le cadre du projet pour ses activités de communication et d'information.
- 14.3. En cas de droits préexistants à valoir sur les produits déjà réalisés par l'un des signataires de la présente et mis à disposition du projet, ces droits seront reconnus à condition que ce ou ces dernier(s) les aient communiqués au préalable.
- 14.4. Le partenaire qui met à disposition des produits réalisés en dehors du cadre de référence du projet doit informer au préalable le Chef de File, qui devra veiller à ce que ces produits ne fassent pas l'objet de financements à valoir sur les ressources du projet.

ARTICLE 15. CONFIDENTIALITÉ

Le tiers conventionné et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer un tort à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice de règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne et de l'obligation de présentation des pièces justificatives.



ARTICLE 16. RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'engagent à appliquer les dispositions de la présente convention de façon loyale et à éviter tout différend. A défaut d'accord amiable et en cas de désaccord entre les parties, le tribunal administratif de Toulon est seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 17. LISTE DES ANNEXES CONTRACTUELLES

Les annexes suivantes font partie intégrante de la présente convention :

ANNEXE 1 : CADRE GÉNÉRAL D'INTERVENTION VIA PATRIMONIA ACT

1. 1. Partenariat
1. 2. Axes de travail du projet, objectifs spécifiques
1. 3. Groupes cibles du projet
1. 4. Plan de travail du projet
1. 5. Chronogramme général du projet

ANNEXE 2 : ACTIONS MENÉES PAR LA COMMUNE D'OLLIOULES DANS LE PROJET VIA PATRIMONIA ACT

2. 1. Actions et livrables portés par la Commune d'Ollioules / Pilotage des actions
2. 2. Planning de mise en oeuvre des actions portée par la Commune d'Ollioules

ANNEXE 3 : BUDGET DES ACTIONS ENGAGÉES PAR LA COMMUNE D'OLLIOULES

3. 1. VIA PATRIMONIA ACT - Plan de financement
3. 2. Budget prévisionnel du projet de la Commune

ANNEXE 4 : REMONTÉES DES DÉPENSES DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

4. 1. Calendrier prévisionnel de remontées de dépenses
4. 2. Pièces justificatives à fournir



ARTICLE 18. CARACTÈRE EXÉCUTOIRE DE LA CONVENTION

La présente convention est exécutoire après signature par les deux parties.

Fait à Toulon en deux exemplaires, le

Pour la commune d'Ollioules,

Le maire,

Robert Beneventi